

Analyse des facteurs explicatifs de la prolifération des caisses populaires informelles : Le cas de l'espace de Beni-Butembo

Analysis of the factors explaining the proliferation of informal credit unions:
The case of the Beni-Butembo area.

Auteur 1 : KASEREKA MULIMAPOSO Sero-Man.

Auteur 2 : ONOTAMBA TONONDJO Albert.

Auteur 3 : MUHINDO NGANGISA Jean-Louis.

Auteur 4 : MBIYA MUVYELE Don.

Auteur 5 : BIRUNGI SUMBUSO Imani.

KASEREKA MULIMAPOSO Sero-Man / Doctorant à l'Université de Kisangani
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion/RDC

ONOTAMBA TONONDJO Albert / Professeur Docteur à l'Université de Kisangani
Faculté des Sciences Politiques, Administratives et Sciences Sociales /RDC

MUHINDO NGANGISA Jean-Louis /Doctorant à l'Université Catholique du Graben
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion/RDC

MBIYA MUVYELE Don /Chef de Travaux à l'Institut Supérieur de Commerce de Beni
Section des Sciences Commerciales et Financières/RDC

BIRUNGI SUMBUSO Imani / Chef de Travaux à l'Université Shalom de Bunia
Faculté de Gestion et Administration/RDC

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : KASEREKA MULIMAPOSO .S, ONOTAMBA TONONDJO .A, MUHINDO NGANGISA .J L, MBIYA MUVYELE .D & BIRUNGI SUMBUSO .D (2025) « Analyse des facteurs explicatifs de la prolifération des caisses populaires informelles : Le cas de l'espace de Beni-Butembo », African Scientific Journal « Volume 03, Num 33 » Pp: 1885 – 1912.



DOI : 10.5281/zenodo.18219495
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé

La prolifération des caisses populaires informelles dans l'espace de Beni-Butembo constitue un phénomène économique et social notable face aux difficultés d'accès aux services financiers formels. Cette étude a pour objectif d'identifier et d'analyser les principaux facteurs explicatifs de l'essor de ces structures financières non réglementées.

À Beni-Butembo, les caisses populaires informelles se développent pour pallier les insuffisances du système financier formel, marquées par l'insécurité, l'éloignement géographique, les coûts élevés et l'exigence de garanties inaccessibles aux populations pauvres. Dans un contexte de faibles revenus et de faible intervention de l'État, elles répondent aux besoins essentiels et soutiennent les petites activités économiques grâce à des mécanismes fondés sur la confiance, la solidarité communautaire et la flexibilité, tout en permettant une mobilisation rapide des ressources et une mutualisation des risques face à l'instabilité.

Reposant sur une approche qualitative, l'étude révèle que l'exclusion financière, la confiance communautaire, la souplesse des mécanismes d'épargne et de crédit. En sus, les réseaux sociaux informels expliquent l'essor des caisses populaires informelles, renforcé par l'insuffisance du cadre réglementaire et l'instabilité économique. Cette étude éclaire ainsi les dynamiques financières locales et propose des orientations pour améliorer l'inclusion financière tout en encadrant ces pratiques.

Mots clés : *Caisses populaires informelles, émergence, inclusion financière, facteurs.*

Abstract

The proliferation of informal credit unions in the Beni-Butembo region represents a significant economic and social phenomenon, exacerbated by difficulties in accessing formal financial services. This study aims to identify and analyze the main factors explaining the growth of these unregulated financial structures.

In Beni-Butembo, informal credit unions are developing to compensate for the shortcomings of the formal financial system, characterized by insecurity, geographical isolation, high costs, and the requirement for guarantees inaccessible to the poor. In a context of low incomes and limited state intervention, they meet basic needs and support small economic activities through mechanisms based on trust, community solidarity, and flexibility, while also enabling the rapid mobilization of resources and the pooling of risks in the face of instability.

Based on a qualitative approach, the study reveals that financial exclusion, community trust, and the flexibility of savings and credit mechanisms are key factors. Furthermore, informal social networks explain the rise of informal credit unions, a phenomenon exacerbated by inadequate regulations and economic instability. This study thus sheds light on local financial dynamics and proposes strategies to improve financial inclusion while providing a framework for these practices.

Keywords: *Informal credit unions, emergence, financial inclusion, factors.*

Introduction

Le contexte organisationnel et fonctionnel des associations d'entraide communautaires telles que les caisses populaires informelles est caractérisé par leur forte insertion sociale, leur simplicité institutionnelle et leur rôle de substitut au secteur financier formel. L'analyse fonctionnelle des Groupes d'Entraide Communautaire (GEC) ou CPI dans l'espace Beni-Butembo, consiste à évaluer comment ces structures opèrent et quelles sont leurs fonctions et dysfonctions par rapport aux besoins de leurs membres et à l'environnement local. Elle met en lumière leur rôle clé dans l'économie locale, en particulier dans un contexte marqué par la prédominance du secteur informel et les difficultés économiques. Cette analyse se décline en trois grandes fonctions : économique, sociale et sécuritaire. Les CPI fonctionnent donc comme des systèmes d'autogestion basés sur le capital social et la confiance mutuelle.

L'expérience de développement international Desjardins illustre que l'accès aux services financiers peut catalyser des changements significatifs et contribuer à divers objectifs de développement tels que l'égalité des genres et la sécurité alimentaire (Maheux, 2020). Les systèmes financiers alternatifs demeurent actifs en Afrique et dans certaines régions de la RDC, avec de nouvelles initiatives prenant la relève des institutions financières officielles, telles que les caisses solidaires. L'histoire de la finance solidaire est relativement récente (Aglietta, M., 2007) et est le résultat de l'évolution rapide des systèmes financiers, souvent au détriment de l'économie réelle. Cela a conduit à la réactivation de pratiques financières alternatives adaptées aux besoins de financement des acteurs économiques, avec la finance solidaire permettant d'établir un lien entre relations monétaires et sociales dans un ensemble cohérent (Artis, 2012). Contrairement au financement traditionnel, la finance solidaire ne se limite pas à des échanges anonymes axés sur la rentabilité ; elle repose sur des valeurs de réciprocité et de solidarité entre prêteurs et emprunteurs (Finansol, 2012). L'objectif de ces finances est de soutenir le développement des entreprises de l'économie sociale et solidaire, notamment des mutuelles et des associations. Ainsi, la finance solidaire n'est pas une solution temporaire aux crises capitalistes, mais elle revendique des dimensions contestataires et transformantes. Les caisses populaires informelles, qui émergent dans des régions comme Beni-Butembo, offrent des services financiers à des personnes à faible revenu traditionnellement exclues des systèmes bancaires classiques, soutenant ainsi des initiatives locales.

Ces systèmes financiers non formels sont perçus comme des formes d'entraide innovantes, ouvrant la voie à un autre modèle de développement, distinct de la modernisation imposée par l'État (Kaparay, 2006). Effectivement, sans dépendre du crédit institutionnel, les populations marginalisées prennent en main leur destin en produisant des biens essentiels et en organisant

des relations de solidarité, atteignant ainsi des objectifs de développement. Cela soulève des questions sur l'efficacité de ces caisses populaires en tant que financement du développement et leur émergence dans une économie de marché, ainsi que sur leur contribution à la lutte contre la pauvreté.

L'émergence et la prolifération des caisses populaires informelles couramment appelées associations d'entraide communautaire dans la région de Beni- Butembo résultent d'une stratégie d'adaptation vitale des populations face à la triple crise de l'insécurité chronique, de la défaillance des services sociaux publics, et de l'exclusion financière formelle.

Cette étude se veut connaître le pourquoi de l'émergence caisses populaires informelles dans la région de Beni-Butembo. L'objectif de cet article est d'identifier les principaux facteurs expliquant l'émergence des caisses populaires informelles (o'vughuma) à Beni-Butembo, liés aux limites du système financier formel et aux besoins socio-économiques des populations.

À travers une étude qualitative (enquêtes et entretiens), cette recherche démontre que la prolifération des caisses populaires repose sur l'exclusion bancaire formelle, la flexibilité des services et la force du capital social, la crise sécuritaire, ..., où la confiance communautaire supplée aux barrières institutionnelles.

Ce travail est constitué de trois grandes articulations. La première est axée sur la revue de littératures et la définition du concept de base. La deuxième présente le fonctionnement organisationnel des caisses populaires informelles. La troisième traite les différents déterminants d'émergence et prolifération des caisses populaires informelles.

1. Revue de littérature

Un passage en revue des diverses approches théoriques cadrant avec cette étude, éclaire nos lanternes dans l'appréhension du pourquoi de l'émergence des caisses populaires informelles. Le secteur financier formel repose sur des principes contractuels impersonnels, des lois, des garanties matérielles et une rationalité économique (Granovetter, 1985). En revanche, le secteur financier informel est ancré dans des réseaux sociaux tels que la famille, l'ethnie, le voisinage, la communauté, ... Ces approches théoriques soulignent que les choix de financement des acteurs économiques ne sont pas uniquement motivés par un arbitrage coût-bénéfice, mais par des logiques collectives, à l'instar de la logique de réciprocité, des échanges fondés sur la solidarité, la sécurité sociale et de la logique du capital social (Putnam, 2000). Ces théories développées soutiennent aussi que la persistance du dualisme financier est due à l'incapacité des institutions financières formelles à s'adapter aux réalités socioculturelles locales alors que les pratiques informelles se présentent comme associations d'entraide communautaires endogènes et résilients. Il est également impérieux de citer la « loi de l'imitation » (Rémy &

Robert-Demontrond, 2014), stipulant que les comportements et les idées se propagent plus efficacement lorsqu'ils sont imités par des individus et des groupes sociaux. Cette loi est cruciale pour comprendre les dynamiques de diffusion culturelle et sociale.

Une caisse populaire informelle est une institution financière informelle communautaire qui offre des services d'épargne et de crédit à ses membres. Elle est généralement gérée par un comité élu par les membres et opère en dehors du cadre réglementaire formel (Michel Lelart, 2002). Dans cette étude, nous retenons la définition de Andu (2008) selon laquelle une caisse populaire informelle fait référence à un groupe de personnes qui se réunissent régulièrement pour épargner de l'argent ensemble et fournir un soutien financier à leurs membres en cas de besoin.

Ces groupes peuvent exister dans des communautés où l'accès aux services bancaires formels est limité. Les membres cotisent souvent des montants fixes à des intervalles réguliers, et ces fonds peuvent être utilisés pour des besoins urgents ou des investissements communautaires. De notre part, nous retenons que la caisse populaire informelle est aussi appelée dans cette dissertation : « Association d'entraide communautaire ». Le concept de Caisses populaires informelles « *o'vughuma* (qui signifie "unité" ou "ensemble") » est le moteur du dynamisme commercial de la région. C'est un mécanisme de micro-financement solidaire qui permet d'accumuler rapidement du capital sans exigences administratives.

2. Contexte organisationnel et fonctionnel des caisses populaires informelles

Ce contexte d'analyse se consacre principalement sur trois axes : l'environnement socioculturel des caisses populaires informelles, l'environnement économique et financier et le cadre institutionnel de caisses.

2.1. Analyse contextuelle du fonctionnement socioculturel et humain des caisses populaires informelles

L'analyse de l'organisation et du fonctionnement des associations d'entraide communautaires s'inscrit dans un contexte socioculturel et humain fort, car ces structures sont avant tout des organisations sociales régies par des normes informelles, bien plus que des institutions financières formelles (Diallo et Youssouf, 2000).

Ce contexte est fondé sur l'importance des liens interpersonnels, du capital social et des fonctions d'entraide qui transcendent l'objectif purement économique.

L'élément fondamental des caisses populaires informelles est la confiance interpersonnelle. Contrairement aux banques qui exigent des garanties matérielles, les groupements d'entraide communautaire s'appuient sur le lien social, le capital et la sanction informelle, comme le soutienne (Gentil et al., 2000). Les membres sont souvent issus du même cercle (famille,

voisinage, ethnie, profession, lieu d'origine). Cette proximité garantit une connaissance mutuelle des participants et de leur situation socio-économique. Cette cohésion sociale représente le capital social. Ce dernier incarne l'ensemble des ressources (réseau, information, soutien) mobilisées par les liens sociaux. Dans les associations d'entraide communautaire, le capital social est à la fois une garantie de remboursement (l'individu ne veut pas risquer sa réputation au sein du groupe) et un actif qui se convertit en capital économique (l'accès au prêt) tel que l'appui (Phelinas et al., 2011). Ces liens, ou capital social, sont la garantie principale contre le défaut de paiement. La taille est limitée pour la plupart des caisses (souvent 25 à 60 membres) et cela constitue un facteur structurel clé. Elle permet une surveillance mutuelle efficace et une circulation parfaite de l'information (réduction de l'asymétrie d'information). Le non-respect des règles (défaut de paiement ou ponctualité) est sanctionné par des amendes ou, pire, par l'exclusion du groupe. Cette exclusion est une forte pression sociale qui menace le statut de l'individu et son accès futur au crédit ou à l'entraide.

Il est crucial de noter que le degré d'homogénéité (âge, sexe, revenu) des membres impactent directement sur l'organisation socioculturelle d'une association d'entraide communautaire en agissant sur la confiance, le capital social, la gouvernance et la résilience. Les groupes homogènes sont souvent plus stables, tandis que l'hétérogénéité peut indiquer une plus grande capacité d'accumulation de capital.

Dans son organisation, la caisse populaire informelle, appelée aussi association d'entraide communautaire n'est pas uniquement un instrument d'épargne et de crédit, elle remplit aussi des fonctions vitales telles que la solidarité et l'entraide, un lieu d'échange et d'information, un cadre d'émancipation etc. Ces informations ont été aussi les conclusions de (Servet Jean-Michel, 2006).

Mise en part les investissements communautaires (achat des terres, tantes, corbillard, ambulance, ...) les associations d'entraide communautaires intègrent un volet de prévoyance ou de mutuelle pour faire face aux chocs sociaux (maladie, funérailles, dot, naissance, mariage, ...). Les cotisations servent à soutenir un membre en difficulté, renforçant le sentiment de cohésion et d'harmonie dans le groupe. Les réunions régulières (hebdomadaires ou mensuelles) sont des occasions d'échange d'informations sur l'économie locale, les opportunités d'affaires ou les problèmes personnels, jouant un rôle de réseau d'affaires et de soutien psychologique.

Les associations d'entraide communautaire, notamment féminine, sont souvent un lieu d'apprentissage du leadership, de l'autogestion financière et de l'autonomie économique pour les femmes, leur permettant d'investir et de s'affranchir d'une dépendance financière masculine.

L'analyse du fonctionnement des caisses populaires montre que la Gouvernance et le Contrôle Social est de mise compléter par la gestion démocratique, s'inspirant ainsi aux idées de (Fani Arsène, 2022). L'organisation interne des caisses populaires informelles est basée sur une gestion communautaire et transparente. La comptabilité est souvent effectuée en public lors des réunions, assurant la recevabilité immédiate des dirigeants (trésorier, secrétaire) devant tous les membres. Les règles de fonctionnement, le montant des parts, l'allocation des prêts sont décidés par vote collectif (principe « un membre, une voix »), valorisant la participation et l'appropriation des règles par le groupe.

2.2. Analyse contextuelle du fonctionnement économico-financier des caisses populaires informelles

Le contexte d'analyse du fonctionnement des associations d'entraide communautaires sur le plan économique et financier s'articule autour de leur rôle de substitut à la finance formelle et de leur capacité à mobiliser l'épargne locale dans des environnements souvent caractérisés par l'incertitude.

Les caisses populaires informelles sont une réponse directe aux lacunes du secteur financier classique expliquée par l'exclusion bancaire (micro-épargne et microcrédit) (Gauthier Bernard, 2012). Une grande partie de la population, en particulier dans les zones rurales ou le secteur informel urbain, est considérée comme "non bancarisable" par les institutions formelles (banques, grandes IMF) (Lecompte Anne.,2005).

Notre analyse montre que les raisons principales sont l'absence de garanties, des coûts de transaction trop élevés (temps, transport, paperasse) et la petite taille des sommes épargnées ou demandées. Les caisses populaires informelles permettent de capter et de sécuriser la petite épargne fragmentée de la communauté. Elles offrent un mécanisme simple, accessible et souvent plus sûr que la conservation des fonds à domicile (épargne "sous le matelas").

L'organisation des associations d'entraide communautaire permet d'offrir des services financiers (prêts) avec une rapidité et une flexibilité inconnues du système formel avec des montants ajustables et délais de remboursement négociables répondant à des besoins de trésorerie urgents des manages de la région de Beni-Butembo.

Pour (Yunus Muhammad, 2007), les groupements d'entraide communautaire garantissent la gestion de l'Incertitude et de la Liquidité. Le modèle d'organisation des caisses populaires informelles dans la région de Beni-Butembo permet de gérer les contraintes économiques de leurs membres par un caractère rotatif ou cumulatif et socialement contraignant des cotisations forcées comme une discipline d'épargne que les individus n'auraient pas seuls. Pour l'emprunteur, la caisse permet de mobiliser un capital conséquent pour un projet

(commerce, éducation, santé) qui serait inaccessible par simple épargne individuelle. Les caisses populaires contribuent à une allocation efficace des épargnes car elles permettent aux membres de disposer d'une somme globale à un moment précis, facilitant l'investissement dans des activités génératrices de revenus ou la gestion d'événements coûteux (cycles de vie, chocs).

Dans la plupart des associations d'entraides communautaires les taux d'intérêts pratiqués, bien que potentiellement élevés (situés entre 3 et 5% le mois en moyenne) sont souvent perçus comme justifiés par le risque élevé de l'emprunteur et l'absence de garantie légale, et restent souvent préférables aux usuriers locaux.

L'analyse de la structure et du fonctionnement des caisses populaires informelles a pour objectif de comprendre si les associations d'entraide communautaire sont de simples mécanismes de survie ou de véritables outils de développement économique endogène capables de se transformer, s'associer ou d'inspirer les institutions de microfinance pour étendre leur portée. Mais, les analyses montrent que le principal défi économique réside dans le risque de non-remboursement (défaut) et de détournement de fonds (fraude), géré par le capital social (pression du groupe) et la rotation fréquente des caissiers et des vérificateurs (commissaires aux comptes), comme le soutiennent aussi Calomiris Charles and Joseph Mason. (Calomiris, Charles W, 2004)

Toutefois, la taille des caisses populaires est limitée par l'étendue du réseau de confiance. Cela se traduit par une faible capacité de mise à l'échelle et des plafonds de crédit bas par rapport aux besoins d'investissement des petites et moyennes entreprises des membres qui les composent. Aussi, le fonctionnement des caisses populaires informelles en circuit court est sans bureaucratie formelle et minimise les coûts de transactions (déplacement, paperasse) pour les membres.

2.3. Analyse contextuelle du fonctionnement institutionnel et légal des CPI

Le contexte d'analyse du fonctionnement des associations d'entraide communautaires sur le plan institutionnel et légal examine la manière dont ces structures opèrent en marge ou en complémentarité avec les régulations étatiques et les normes formelles du secteur financier et associatif. L'investigation sur le contexte des associations d'entraide communautaire montre qu'il est caractérisé par une tension entre l'informalité native et la volonté croissante d'intégration ou de réglementation.

La majorité des associations d'entraide communautaire fonctionnent en dehors du droit des sociétés ou du droit bancaire tel que l'affirme De (Soto Hernando, 2005). Cette informalité confère une flexibilité essentielle à leur survie et à leur adaptabilité, mais génère un risque juridique important.

Le fonctionnement des caisses populaires informelles en région de Beni-Butembo repose sur des normes coutumières et des règles internes (règlements intérieur non enregistrés). Le système de justice interne, basé sur l'exclusion sociale et les amendes, se substitue au système judiciaire formel pour la résolution des conflits et le recouvrement des dettes. Les fonds des membres ne sont pas garantis par l'État, exposant les caisses populaires informelles au risque de fraude interne ou de vol sans recours judiciaire aisé. Les régulateurs et les institutions financières formelles (banques, IMF) considèrent souvent les associations d'entraide communautaire comme des concurrents déloyaux (car non imposables) ou des risques systémiques (par leur opacité et leur vulnérabilité à la fraude (Weber Florence, 1989). Toutefois, certaines associations ont été incitées par des organisations non gouvernementales à une "semi-formalisation" en exigeant des statuts écrits, des registres précis, et une structure de gouvernance rigoureuse, sans exiger l'enregistrement légal. Ce qui a permis certaines caisses de sécuriser les mécanismes internes tout en conservant la proximité communautaire.

Pour la recherche de la pérennisation des actions des caisses populaires informelles, les institutions de développement influencent fortement l'organisation des groupements par l'introduction de méthodologies standardisées de fonctionnement et de structuration. L'analyse critique montre que caisses populaires spontanées (endogènes) sont vouées à la durabilité et que les associations d'entraides communautaires induites (ou créées) par des projets sont moins probant en termes de pérennité et d'autonomie. Ce propos est soutenu par Anne Lecompte (2005).

L'enjeu majeur de cette étude est la reconnaissance officielle des associations d'entraide communautaire comme acteurs légitimes du développement local et leur intégration, sans les dénaturer, dans les stratégies nationales d'inclusion financière et de protection sociale.

Les caisses populaires informelles, couramment associations d'entraide communautaire, sont des mécanismes financiers communautaires. Leurs acteurs et leurs rôles sont définis par la confiance mutuelle et la solidarité sociale, et non par un cadre légal ou réglementaire formel. Les acteurs de ces associations d'épargne et de crédit informelles se structurent autour de la communauté et d'une gestion interne rigoureuse. Ces acteurs principaux des CPI sont les membres adhérents ou participants et les gestionnaires ou dirigeants.

L'interaction principale est un échange de confiance (ou capital social). Les membres s'engagent dans un cycle où ils sont tour à tour créditeurs (ils épargnent) et débiteurs (ils reçoivent le pot) (Fani, A, 2022). L'interaction entre les acteurs est également l'offre de soutien et d'accompagnement. Elle vise l'autonomisation. Idéalement, elle se traduit par une participation active des bénéficiaires à la vie et à la vie démocratique (adhésion, vote).

L'interaction vise la cohérence et la complémentarité des actions pour éviter les doublons et offrir une réponse globale à la communauté. Cela passe par le réseautage, les plateformes de concertation et les projets collectifs.

Les réunions servent de lieu de sociabilité, d'échange d'informations et de soutien mutuel face aux problèmes (maladie, funérailles, éducation), fonctionnant ainsi comme une forme de société de secours mutuel ou une caisse de solidarité additionnelle. La dynamique du groupe implique une forte pression sociale. Le manquement aux règles (retard, défaut) est souvent puni par des amendes ou, plus sévèrement, par l'exclusion du groupe, ce qui entache la réputation de l'individu au sein de la communauté et est donc dissuasif (Lelart et al., 1992).

3. Facteurs d'émergence des caisses populaires informelles à Beni-Butembo

Les facteurs clés de l'émergence des caisses populaires informelles relevés dans cette étude se résument dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°1 : Motifs de l'émergence des Caisses populaires informelles à Beni-Butembo

Facteurs explicatifs				Effectif	%
Crise sécuritaire et	vulnérabilité	socioéconomique		197	70,4
Défaillance et inaccessibilité du secteur financier formel				215	76,8
Prédominance de la confiance et flexibilité des opérations				262	93,6
Total (280)				-	-

Source : Nos enquêtes sur terrain

Ce tableau met en relief que la naissance et le succès des caisses populaires informelles à Beni-Butembo résultent d'une conjonction de facteurs contextuels (crise et vulnérabilité), structurels (manque d'accès au secteur formel) et relationnels (confiance et flexibilité).

3.1. Crise sécuritaire et vulnérabilité socio-économique

La région de Beni-Butembo a connu des crises socio-politiques et une insécurité prolongée qui ont fragilisé l'économie locale. En effet, l'instabilité persistante, les guerres récurrentes, et les déplacements massifs de population ont des conséquences dramatiques qui rendent l'entraide indispensable. La crise sécuritaire, fréquente dans des régions comme le Nord-Kivu, agit comme un catalyseur de l'entraide communautaire à travers trois mécanismes principaux : l'effondrement institutionnel, la nécessité de résilience économique, et la reconstruction du lien social. Cela a engendré une chute des revenus des ménages et une

méfiance envers les institutions formelles, poussant à la recherche d'alternatives plus souples et basées sur la confiance communautaire.

1°. Effondrement et inaccessibilité des services formels

Les conflits incessants pour le contrôle des terres et des richesses minières terrorisent les populations, détruisent les infrastructures et perturbent l'économie, rendant les familles extrêmement vulnérables aux chocs (maladie, deuil, déplacement). L'insécurité érode la crédibilité et la présence des acteurs étatiques et financiers formels. L'État n'assure plus efficacement la protection sociale (santé, éducation, sécurité alimentaire). Les associations d'entraide, notamment les associations, émergent pour créer des fonds de secours afin de couvrir les frais médicaux, les enterrements, ou les besoins des familles déplacées, agissant comme un filet de sécurité vital en l'absence de l'État. Ces informations sont similaires à ceux cités par (Vlassenroot et al., 2019).

L'instabilité conduit les institutions financières formelles (banques, grandes microfinances) à se retirer des zones rurales et à imposer des conditions de crédit inaccessibles, laissant un vide immense. De plus, la défiance envers le système formel (souvent perçu comme corrompu ou vulnérable à l'instabilité) pousse les populations vers des systèmes plus simples et transparents. Cela illustre la mesure d'exclusion dans le tableau subséquent :

Tableau N°2: Mesure d'exclusion

Modalités		Effectif	%
Institution formelle	financière	63	22,50
Institution informelle	financière	217	77,50
Total		280	100,00

Source : Nos enquêtes sur terrain

Ce tableau illustre clairement la place prépondérante des caisses populaires informelles comme solution financière pour la majeure partie de la population à Beni-Butembo, du fait d'un accès limité ou d'une exclusion au système bancaire formel.

La peur des pillages et de la destruction des biens pousse les individus à éviter de conserver de grosses sommes d'argent ou des biens de valeur chez eux. Les mécanismes d'entraide communautaire offrent une méthode pour sécuriser temporairement l'épargne tout en la maintenant liquide et disponible. Les banques, les grandes Institutions de Microfinance (IMF)

et les compagnies d'assurance formelles réduisent ou ferment leurs activités dans les zones de conflit (Lubero, Beni territoire) en raison du risque opérationnel et du déplacement des clients.

L'entraide communautaire, telle que pratiquée dans les associations d'entraide communautaires, repose sur la confiance de proximité et la pression sociale (Banque mondiale, 2024). Le remboursement est garanti par la peur de l'exclusion du groupe, un mécanisme de sécurité beaucoup plus fiable que le système judiciaire formel, qui est largement considéré comme inopérant ou compromis par les conflits.

L'insécurité, en exacerbant la méfiance et en attisant les tensions intercommunautaires, force les communautés à renforcer les liens sociaux internes par des mécanismes de solidarité pour éviter la désintégration totale. Les associations, notamment via la caisse populaire informelle, offrent un mécanisme de protection sociale informelle crucial pour faire face aux urgences imprévues (santé, funérailles) sans tomber dans la misère ou s'endetter à des taux usuriers. Elles sont pour (Vlassenroot et al., 2019), un moyen pour les déplacés internes et les sinistrés de reconstituer un capital (économique et social) pour démarrer de petites activités génératrices de revenus (AGR) et reprendre une vie économique.

2°. Augmentation des besoins et des chocs économiques

La violence crée une précarité structurelle que seuls les groupes de proximité peuvent gérer immédiatement. Les massacres dans la région de Beni-Butembo ont contribué selon les Guillaume D'Orchymont, (PNUD, 2000) aux destructions de biens et les déplacements forcés engendrent des besoins d'urgence (santé, funérailles, nourriture, logement) que ni l'État, ni l'aide humanitaire (souvent insuffisante ou mal ciblée) ne parviennent à combler.

Les associations d'entraide communautaire avec leur fonds de secours, sont le seul moyen pour une famille sinistrée ou malade de mobiliser rapidement de l'argent. Ce mécanisme remplace de facto l'assurance maladie et l'assistance sociale publique défaillantes. Pour les milliers de déplacés internes réfugiés à Butembo ou dans les territoires voisins, les associations permettent de reconstituer un capital de départ minimal pour lancer de petites activités économiques et ne pas dépendre éternellement de l'aide extérieure.

La crise sécuritaire multiplie les chocs économiques et les besoins de financement imprévus. Les déplacements massifs (plusieurs millions de déplacés au Nord-Kivu) rompent les liens économiques traditionnels. Dans ce contexte (Platteau et al., 2010) montre que les associations d'entraide se reforment rapidement dans les camps ou les zones d'accueil, souvent autour de l'identité ou de la profession, pour reconstituer un petit capital de départ et financer des Activités Génératrices de Revenus (AGR) urgentes.

La destruction des récoltes, des marchés et des routes entraîne un chômage massif. Les associations deviennent le seul outil de mobilisation de capital pour financer de micro-entreprises (commerce, artisanat) et permettre aux ménages de survivre. La flexibilité des associations (crédit accordé sans garantie ni procédure formelle) permet de réagir instantanément aux besoins urgents de survie, ce qui est impossible avec le secteur formel. Les caisses populaires informelles répondent au besoin urgent des populations de disposer de liquidités pour des dépenses quotidiennes, des investissements familiaux ou des activités génératrices de revenus, avec des modalités d'accès plus simples et solidaires.

3° Renforcement du capital Social et de la cohésion

Paradoxalement, la crise renforce le besoin de se regrouper pour survivre. Dans un environnement où l'incertitude et la trahison sont monnaie courante, les associations basées sur des liens forts (familiaux, ethniques, confessionnels) offrent un espace de confiance et de solidarité essentiel (D'orchymont et al., 2016). Le respect des règles de l'association est garanti par la sanction sociale (perte de réputation, exclusion), beaucoup plus efficace que le système judiciaire formel souvent dysfonctionnel ou corrompu. Les groupes d'entraide transforment la vulnérabilité individuelle en résilience collective. Elles deviennent non seulement des outils financiers, mais aussi des plateformes de soutien psychologique et social face au traumatisme des conflits.

Dans le contexte des conflits, les femmes sont souvent les plus touchées, mais aussi les plus actives dans la résilience. Face à la mort, l'enrôlement ou le déplacement des hommes, les femmes se retrouvent souvent cheffes de ménage. Elles ont un besoin vital d'outils de gestion financière et d'investissement. Les associations villageoises d'épargne et crédit et les associations d'entraide communautaires sont des espaces où les femmes peuvent épargner collectivement, accéder au crédit sans la caution d'un homme, et financer des activités génératrices de revenus pour subvenir aux besoins familiaux. Ces structures selon la (D'orchymont et al., 2016) augmentent leur résilience économique et leur pouvoir de décision au sein de la communauté. De même, (Vlassenroot et al. 2002) l'entraide féminine devient une réponse directe à l'insécurité économique et aux violences basées sur le genre.

D'où, ces caisses fonctionnent souvent sur la base de liens de confiance, de solidarité et de mutualisation entre membres d'un même quartier, d'une famille élargie ou d'un groupe social, ce qui crée un cadre favorable à leur pérennité. En outre, faute d'un système de sécurité sociale étatique bien développé, les caisses populaires informelles jouent aussi un rôle d'assurance solidaire, aidant les membres à faire face aux aléas (maladies, décès, accidents).

3.2. Défaillance et inaccessibilité du secteur formel

L'incapacité des institutions formelles à servir la majorité de la population crée un vide que l'informel comble efficacement. La défaillance et l'inaccessibilité du secteur formel sont considérées comme la cause structurelle principale de la prolifération des associations d'entraide communautaire (caisses populaires informelles) dans la région de Beni-Butembo.

Ces associations émergent comme une stratégie d'adaptation vitale pour combler le vide laissé par l'absence d'État, l'insécurité chronique, et le désengagement du secteur financier formel.

La relation de cause à effet entre l'échec du formel et l'essor de l'informel solidaire repose sur trois facteurs clés spécifiques au contexte de Beni-Butembo, une région marquée par l'insécurité et un dynamisme commercial autonome.

1°. L'exclusion et l'inaccessibilité financière des microfinance et banques

Le secteur financier formel est inadapté aux réalités socio-économiques des populations vulnérables. Cette inadaptation s'explique par : l'absence de proximité géographique et sociale, les conditions d'accès au crédit très rigides, l'inadaptation aux revenus informels et la forte méfiance des populations en faibles revenu au secteur formel. Le tableau ci-après donne les fréquences des motifs d'exclusion les membres enquêtés :

Tableau N°3: Motifs d'exclusion

Raisons	Effectif	%
Non réponse	63	22,5%
Absence de proximité géographique et sociale	119	42,5%
Condition rigide d'accès au crédit	157	56,1%
Méfiance au système financier formel	164	58,6%
Total (280)	-	-

Source : Nos enquêtes sur terrain

Ce tableau confirme que l'exclusion financière formelle à Beni-Butembo repose sur un mélange de facteurs psychologiques (méfiance), structurels (rigidité) et géographiques, favorisant ainsi le recours aux caisses populaires informelles.

a. L'exclusion géographique et sociale

Les banques et grandes institutions de microfinance (IMF) se concentrent principalement dans les centres urbains (Butembo, Beni) et évitent les zones rurales et

d'insécurité (Territoire de Beni e le territoire de Lubero). Les populations n'ont donc pas d'agences facilement accessibles.

L'insécurité chronique et le manque d'infrastructures concentrent les services financiers dans des zones sécurisées et isolent les plus vulnérables. Les populations vulnérables, notamment les déplacés internes et les agriculteurs, n'ont donc aucun point de service d'épargne ou de crédit à proximité. Pour un habitant d'un village isolé ou des familles d'accueils, se rendre à Butembo ou à Beni pour déposer ou retirer de l'argent implique des coûts de transport élevés, des risques sécuritaires (attaques, tracasseries), et une perte de temps (plusieurs jours) qui dépasse largement les petits montants qu'ils souhaitent épargner ou emprunter. Les routes sont souvent impraticables ou coupées par l'insécurité, renforçant l'enclavement et l'impossibilité pour les institutions formelles d'établir des agences fiables.

Le secteur formel est conçu selon des logiques bureaucratiques qui n'adhèrent pas aux réalités socio-économiques et culturelles de la région. Les procédures formelles exigent souvent des documents écrits, des pièces d'identité sécurisées et une compréhension de la finance complexe. Ces exigences excluent la majorité des personnes peu ou pas scolarisées (notamment les femmes) qui travaillent dans l'économie informelle. La banque ne se fie qu'au capital matériel (garanties). Or, dans un environnement où le capital matériel est menacé par le conflit, les populations s'appuient sur le capital social (Musongora Syasaka et al., 2018) (la confiance communautaire, la réputation).

Le secteur formel ignore ce capital social comme garantie. La microfinance formelle est perçue comme un service froid et lointain. Les associations d'entraide communautaires (caisses populaires informelles) répondent mieux aux logiques communautaires d'entraide et de réciprocité. L'argent est géré par des personnes connues et la garantie de remboursement repose sur la pression du groupe (sanction sociale), une force bien plus efficace localement que la menace de poursuites judiciaires formelles. Le secteur formel ne propose pas de fonds de solidarité ou de secours (Caisse Rouge) pour faire face aux urgences (maladie, funérailles) qui sont si fréquentes en période de crise sécuritaire. L'absence de proximité géographique et sociale crée une niche écologique pour les associations d'entraide communautaire telle que les suggèrent Bengeya Machozi Déo et Kanyengele Muganza Michael. (Machozi, B. et Muganza K., 2017). Elles s'implantent au cœur des communautés (proximité géographique). Elles utilisent la confiance mutuelle comme seule garantie (proximité sociale). Elles offrent la flexibilité et la rapidité nécessaires à la survie dans un contexte d'extrême vulnérabilité.

b. Conditions rigides d'accès aux crédits

L'analyse des données montrent que conditions d'accès au crédit imposées par le secteur financier formel (banques et Institutions de Microfinance et COOPEC) provoquent l'exclusion des populations vulnérables de Beni-Butembo car ces conditions sont totalement inadaptées à la réalité socio-économique des zones de conflit et d'économie informelle. Ces exigences créent des barrières insurmontables pour ceux qui ont le plus besoin de capital pour survivre, les obligeant à se tourner vers des alternatives communautaires comme les caisses populaires informelles.

Le secteur formel crée des barrières aux crédits en demandant des garanties matérielles. Le besoin d'actifs et de titres de propriété formels est le principal facteur d'exclusion dans une région marquée par l'instabilité foncière et les déplacements.

Les institutions formelles exigent des garanties matérielles (hypothèques sur des terrains, titres de propriété, stocks importants) que la majorité des populations de Beni-Butembo ne possèdent pas. La majeure partie de l'économie repose sur l'agriculture de subsistance ou le petit commerce informel, avec peu ou pas d'actifs fixes enregistrés.

Même lorsque ces biens existent, ils sont menacés par l'insécurité, les pillages ou la destruction (maisons incendiées, champs ravagés) causés par les groupes armés. Leur valeur en tant que garantie est donc annulée ou jugée trop risquée par les créanciers formels.

L'État étant défaillant, de nombreux biens fonciers ne sont pas enregistrés formellement. Le secteur financier refuse d'accepter des garanties coutumières ou informelles, excluant ainsi tous ceux qui ne peuvent produire un titre de propriété sécurisé.

Les règles de remboursement formelles ne correspondent pas aux flux de trésorerie réels des vulnérables. Ces derniers possèdent des revenus volatils et irréguliers. Avec les petites activités économiques de la région (petit commerce, agriculture de subsistance) qui génèrent des revenus faibles et très irréguliers. Ces flux sont imprévisibles et souvent interrompus par les événements sécuritaires (routes coupées, marchés fermés, couvre-feux).

Les institutions de microfinance et COOPEC exigent des échéances fixes et régulières, souvent mensuelles, que les ménages vulnérables ne peuvent garantir. Un seul défaut de paiement entraîne des pénalités lourdes, voire la saisie. Compte tenu du risque élevé lié à l'insécurité, les institutions formelles appliquent souvent des taux d'intérêt élevés (30% l'année) retenu à la source, rendant le coût du crédit insoutenable pour financer de petites activités de survie.

Dans les caisses populaires informelles à Beni-Butembo, les taux d'intérêt appliqués varient généralement selon la structure du groupe, le niveau de confiance entre membres et les pratiques internes. Les études indiquent que (Mundoleko et al., 2022) :

Les taux d'intérêt mensuels dans ces structures informelles sont souvent plus élevés que ceux pratiqués par les institutions de microfinance formelles, pouvant aller de 1% à 5% mensuel dans les cas typiques, mais atteindre exceptionnellement des taux bien plus élevés.

Pour la région de Beni-Butembo, les institutions financières formelles montrent que le taux pratiqué officiellement varie entre 2 à 3,5 % par mois (Isengoma Mumbere, 2025).

Dans la pratique locale, la plupart des caisses populaires informelles à Beni-Butembo appliquent des taux compris entre 1% et 5% par mois, soit environ 12% à 60% par an, mais ces taux peuvent varier en fonction de la structure, du risque et du contexte de chaque groupe. Ce niveau reste supérieur aux taux des institutions financières classiques de la place, mais l'accessibilité, la rapidité et la flexibilité constituent des avantages pour les membres de ces caisses.

Face à ces conditions rigides, les associations d'entraide communautaire offrent une solution basée sur le capital social. Les CPI ne demandent pas de garantie matérielle mais la garantie sociale. L'accès au crédit est assuré par la pression du groupe et la peur de l'exclusion sociale en cas de non-remboursement. Cette garantie est jugée plus fiable par les membres que toute garantie matérielle formelle. Le mode d'octroi et de remboursement dans les associations d'entraide communautaire est flexible et adapté aux cycles de l'activité économique (financement pour une saison agricole, délai de grâce).

En définitive, les conditions d'accès rigides du secteur formel sont des murs d'exclusion dans un environnement instable comme Beni-Butembo. Elles condamnent les vulnérables à l'autofinancement informel, faisant de la prolifération des associations d'entraide communautaire une nécessité de survie comme le soutient Luhungu (Kambale Luhungu et al., 2010).

c) Forte méfiance au secteur financier formel et aux institutions étatiques

La forte méfiance de la population vulnérable de Beni-Butembo envers le secteur financier formel et les institutions étatiques provient d'une combinaison de l'instabilité sécuritaire chronique et d'expériences répétées de faillites, de corruption et de trahison au sein même de ces structures formelles. Cette méfiance a conduit à l'exclusion financière, car les populations refusent de confier leur capital à des systèmes qu'elles jugent peu fiables et peu sécurisés, et favorisent plutôt la prolifération des associations d'entraide communautaire basées sur la confiance de proximité.

L'investigation montre que cette méfiance n'est pas irrationnelle, elle est la conséquence directe d'une série de chocs subis par la population au cours des décennies de crise. La cause la plus directe de la méfiance envers la finance formelle est l'historique des faillites des COOPEC (Coopératives d'Épargne et de Crédit) et autres institutions de microfinance qui étaient censées servir les populations à la base.

Plusieurs institutions locales qui ont collecté l'épargne des ménages ont fait faillite ou ont été impliquées dans des scandales de mauvaise gestion ou de détournement. Des milliers de familles ont ainsi perdu le fruit de leurs années d'efforts, conduisant à une défiance radicale envers tout système d'épargne géré par des "élites" ou des structures éloignées.

Le manque de régulation étatique efficace signifie qu'il n'existe aucun filet de sécurité pour les épargnants en cas de faillite. L'absence de justice fiable pour punir la corruption et recouvrer les fonds perdus renforce la conviction que le secteur formel est risqué et impuni.

La crise sécuritaire à Beni-Butembo est synonyme d'effondrement de l'autorité étatique, ce qui crée une méfiance généralisée. L'échec de l'État à protéger la population contre les groupes armés (ADF) et les violences intercommunautaires a détruit le contrat social. La population ne croit plus en la capacité de l'État à garantir sa sécurité, y compris la sécurité de ses biens ou de ses fonds. La perception de la corruption endémique au sein des administrations et des services publics (justice, police, armée) s'étend au secteur financier formel, perçu comme un prolongement d'un système corrompu. Les citoyens craignent de voir leur argent être détourné ou mal géré.

Face à cette forte méfiance, la prolifération des associations d'entraide communautaire est une réponse rationnelle d'autodéfense financière de la population vulnérable. Dans les associations d'entraide communautaires, l'argent est géré par des personnes connues et sélectionnées au sein du même village ou quartier. Il est physiquement stocké à proximité (rotation dans les familles, coffres du comité). Ce niveau de contrôle et de surveillance mutuelle est impossible à obtenir dans une banque centralisée. La garantie du prêt n'est pas un titre de propriété illisible ou risqué, mais la réputation et l'appartenance au groupe. En cas de malhonnêteté, la sanction est l'exclusion sociale, qui est immédiate et effective, contrairement à la justice formelle. Les réunions des associations sont régulières, les comptes sont faits publiquement et oralement (Lelart Michel, 1990). Cette transparence radicale permet de contrer la peur des manipulations et des détournements associés aux systèmes formels opaques.

De ce fait, la méfiance dans la région de Beni-Butembo est un mécanisme de protection acquis au fil des décennies de défaillance des institutions de microfinance et des COOPEC.

Cette méfiance provoque l'exclusion du secteur formel et est le facteur clé de l'émergence et de la pérennisation des systèmes financiers informels basés sur la solidarité de proximité.

d) Le Désengagement de l'État : Source de l'absence de protection sociale

Le désengagement de l'État dans la région de Beni-Butembo se caractérise par le retrait progressif ou l'incapacité de l'État à financer et à administrer les services publics essentiels, transformant la protection sociale en une charge entièrement supportée par les citoyens, ce qui est aussi soutenu par Bayart, Jean-François Legui (2006).

Le désengagement de l'État dans les secteurs sociaux est aussi un mécanisme d'abandon financier, conduisant à la privatisation de fait des services pourtant essentiels. L'État ne garantit pas la couverture sanitaire universelle. La majorité des ménages doit s'acquitter de paiements directs des frais de soins au moment de l'acte, même dans les structures publiques (Lukunga Ntumba et Hubert, 2013). Cela transforme la maladie en une cause d'appauvrissement.

L'absence de la protection sociale en région de Beni-Butembo se traduit par la vulnérabilité des ménages aux chocs. La maladie, le deuil, les catastrophes naturelles, ou les chocs sécuritaires (déplacement forcé) conduisent immédiatement à la paupérisation et à la catastrophe financière pour la famille -comme la vente des biens pour payer les soins- (Maotela Kabinda et al., 2019). L'incapacité de l'État à réguler et à encadrer l'activité économique transforme l'économie en une lutte pour la survie sans protection sociale ni reconnaissance formelle. La défaillance de l'État et du marché du travail formel a poussé la majorité de la population, y compris les diplômés, vers l'économie informelle (Maotela Kabinda et al., 2019). Ce secteur est caractérisé par une faible productivité, l'absence de réglementation, une protection sociale limitée et une sécurité de l'emploi précaire.

L'abdication de l'État dans la région de Beni-Butembo est une réalité multidimensionnelle, où la non-fourniture des biens régaliens et sociaux se conjugue à une faiblesse institutionnelle qui externalise les risques et les coûts de la survie sur les populations comme le soutient (Kasereka Kisonia, 2023). Le désengagement de l'État crée un vide fonctionnel (plus de protection). L'impératif de survie pour les populations devient une nécessité. La prolifération des associations d'entraide communautaire devient la réponse organique et endogène à cet impératif, transformant la solidarité préexistante en une structure institutionnelle de substitution (une "petite État" privé) pour gérer les risques sociaux et économiques, tel que le soutient aussi (Musongora Syasaka, Emmanuel, 1997)

3.3. Prédominance de la confiance et flexibilité des opérations au sein des CPI

La prédominance de la confiance communautaire et la flexibilité des opérations aux sein des caisses populaires informelles sont des facteurs essentiels qui agissent comme catalyseurs

de l'émergence et de la prolifération des associations d'entraide communautaire. Ces deux éléments créent un environnement propice à la création, à l'efficacité et à la durabilité de ces structures.

1°. Le rôle de confiance communautaire au sein des caisses populaires informelles

Pour (Bachelart et Michel, 2017), la confiance communautaire est le ciment social qui permet aux individus de se rassembler et d'agir collectivement. Elle se manifeste par une croyance partagée dans la bienveillance, l'intégrité et la compétence des autres membres.

La confiance communautaire agit comme un substitut et un catalyseur essentiel dans un environnement où la confiance envers l'État et ses institutions est fortement érodée par l'insécurité chronique, la corruption perçue et l'absence de services publics de base.

La confiance est le pilier invisible sur lequel s'édifient les associations d'entraide communautaire, agissant comme un substitut institutionnel et un facteur de réduction des risques. L'émergence des associations d'entraide communautaire repose sur la confiance réciproque entre les membres.

Dans un milieu où les banques sont inaccessibles ou perçues comme peu fiables, et où l'accès à la santé est précaire, la confiance permet de mettre en place des systèmes collectifs de gestion des risques (North Douglass, 1990). Les membres acceptent de cotiser régulièrement (en argent ou en nature) parce qu'ils sont convaincus que les autres respecteront l'accord de réciprocité (Fukuyama et al., 1995) et que leurs fonds seront gérés de manière transparente pour le bien commun.

L'émergence est facilitée par un contrôle social fort : le respect des engagements (remboursement de crédit, cotisations) est garanti, non par la loi, mais par la réputation et la peur de l'exclusion du groupe, un mécanisme que les chercheurs appellent souvent la « réciprocité renforcée ». (Groupe Urd, 2021)

Dans un contexte où les institutions financières formelles connaissent des crises ou manquent d'accessibilité, la confiance dans les acteurs locaux et les règles informelles devient un pilier solide pour mobiliser épargne et crédits. La confiance communautaire est le facteur déterminant non seulement de l'émergence, mais surtout de la prolifération et de l'efficacité durable des associations d'entraide dans la région de Beni-Butembo, zone marquée par l'instabilité, les conflits et la défaillance institutionnelle. Dans cette situation, la confiance remplace le contrat formel, le droit et les garanties bancaires comme principal moteur de l'action collective. La Théorie de l'Action Collective d'Elinor Ostrom (1990) démontre que les communautés peuvent autogérer durablement les biens communs sans intervention externe centralisée, via des règles endogènes et une gouvernance polycentrique. À Beni-Butembo, les

caisses incarnent cette théorie : auto-organisation communautaire pour gérer l'épargne collective (bien commun financier), avec adhésion forte, cotisations régulières et sanctions sociales, palliant l'absence d'État dans un environnement insécure.

Selon (Diallo Youssouf, 2018), la prolifération des associations d'entraide communautaire est directement proportionnelle au niveau et à la densité du capital social (la confiance) au sein de la communauté.

La confiance est donc l'élément fondamental qui garantit la cohésion, la mobilisation des ressources et la robustesse des caisses populaires informelles à Beni-Butembo, leur permettant d'émerger et de fonctionner efficacement malgré un environnement économique fragile et des institutions formelles insuffisantes.

2°. Le rôle de la flexibilité des opérations à l'intérieur des caisses

La flexibilité des opérations est un facteur crucial d'émergence et de prolifération des caisses populaires informelles dans la région de Beni-Butembo, car il confère à ces structures une capacité d'adaptation essentielle pour survivre dans un environnement caractérisé par une insécurité chronique (conflits armés, déplacements) et des chocs économiques imprévus. La flexibilité opérationnelle à l'intérieur des caisses populaires informelles à Beni-Butembo jouant un rôle crucial dans leur succès et leur pérennité est donc le mécanisme qui transforme la confiance communautaire en résilience organisationnelle. Elle est donc le mécanisme qui transforme la confiance communautaire en résilience organisationnelle.

La flexibilité se traduit par une simplicité administrative qui encourage la création de nouveaux groupes. Ces comportements sociaux se propagent entre individus par imitation comme phénomène fondamental dans la formation et la diffusion des pratiques collectives (Djellal et al., 2017). Dans la région de Beni-Butembo, cette théorie éclaire comment les mécanismes d'entraide, de mobilisation de l'épargne et de prêt se diffusent dans les communautés par l'imitation des comportements de confiance, de solidarité et de participation financière observés chez les pairs ou les leaders communautaires. Cette dynamique d'imitation contribue à la formation d'un tissu social cohésif et à l'émergence des caisses populaires informelles.

La confiance et la flexibilité au sein des caisses populaires informelles, selon Rachid Chayboub et Brahim El Morchid (2025), s'inscrivent dans le cadre plus large des institutions informelles qui régulent socialement les activités économiques informelles. Cette confiance renforce la flexibilité des caisses populaires, leur capacité à s'adapter aux besoins et contraintes variés des membres, notamment en termes de gestion des délais d'épargne, de modalités de crédit adaptées, et à la résolution interne des conflits.

Le fonctionnement repose souvent sur la transparence des opérations, la gouvernance participative et le contrôle mutuel, ce qui renforce la confiance des membres dans la pérennité du système. Dans la région de Beni-Butembo, l'efficacité des associations est souvent mesurée par leur résilience face aux crises. Face à l'instabilité politique et économique, la confiance permet aux caisses populaires de survivre et d'agir efficacement comme soutien financier et social, créant un filet de sécurité informel pour leurs membres. La confiance préexistante permet une réponse immédiate et localisée aux chocs (conflits, déplacements, épidémies, maladies, mariages). L'association se transforme rapidement en cellule de crise, mobilisant des ressources (nourriture, abri, soins) sans attendre l'aide extérieure, ce qui maximise l'efficacité de l'intervention. La confiance permet une meilleure allocation des ressources.

La flexibilité financière est bien plus qu'une simple stratégie financière ; c'est un état d'esprit qui permet de surmonter les obstacles, d'exploiter les opportunités et de maintenir la résilience face aux défis (Koumetio Kenfack et al., 2023). La confiance et la flexibilité sont des piliers centraux qui permettent aux caisses populaires informelles de fonctionner efficacement dans un contexte d'économie informelle, notamment dans des zones comme Beni-Butembo où le formel est peu accessible.

Discussion et interprétation des résultats

Cette étude a permis de relever les différents facteurs qui expliquent l'émergence des caisses populaires informelles dans l'espace de Beni-Butembo. L'analyse des déterminants de l'émergence des caisses s'est focalisée sur la littérature de Granovetter (1985) ancrée sur la logique de la réciprocité, des échanges fondés sur la solidarité, la sécurité sociale et de logique du capital social prônée par Putnam (2000). Cette littérature a été complétée par la loi de l'imitation qui prône la norme sociale constituée de l'adhésion comme mimétisme collectif.

Ainsi, selon ces auteurs, les facteurs favorisant l'émergence des caisses dans la région de Beni-Butembo ne sont pas uniquement motivés par un arbitrage coût-bénéfice, mais par la logique collective et de la logique du capital social. Ces théories développées soutiennent que la persistance du dualisme financier est due à l'incapacité des institutions financières formelles à s'adapter aux réalités socioculturelles locales, alors que les pratiques informelles se présentent comme associations d'entraide communautaire endogène et résilients.

Cette étude s'inscrit dans une perspective similaire à celle adaptée par Granovetter, Putnam et Remy-Robert. Pour notre part, nous avons établi des points de vue communs en affirmant leurs idées. En affirmant que les caisses populaires informelles prolifèrent dans la région de Beni-Butembo suite à une conjonction des facteurs contextuels (crise sécuritaire et

vulnérabilité), structurels (manque d'accès au secteur formel) et relationnel (confiance et flexibilité).

Premièrement, l'étude révèle l'existence d'une crise sécuritaire et de la vulnérabilité socioéconomique dans la région due à l'effondrement et inaccessibilité aux services financiers formels et à l'augmentation des besoins et des chocs économiques. Pour faire face, d'une manière paradoxale, la crise renforce le besoin de se regrouper pour survivre.

Deuxièmement, l'incapacité des institutions financières formelles servir la majorité de la population crée un vide que l'informel comble efficacement. Le secteur financier formel est inadapté aux réalités socioéconomiques des populations de la Région. Cette inadaptation s'explique par l'absence de proximité géographique et sociale, les conditions d'accès au crédit très rigide, l'inadaptation aux revenus informels et la forte méfiance des populations en faible revenu au secteur formel. De même, le désengagement de l'État congolais a créé un vide fonctionnel dans le secteur de protection sociale. L'impératif de survie pour les populations devient une nécessité. La prolifération des CPI devient une réponse endogène et organique pour gérer les risques sociaux et économiques.

En troisième position, la prédominance de la confiance communautaire et la flexibilité des opérations au sein des caisses sont des facteurs catalyseurs de l'émergence et prolifération de ces groupements. La confiance communautaire est le ciment social qui permet aux individus de se rassembler et d'agir collectivement. L'émergence des CPI est directement proportionnelle au niveau et à la densité du capital social (confiance) au sein de la communauté. La flexibilité opérationnelle à l'intérieur des caisses est un mécanisme qui transforme la confiance communautaire en résilience organisationnelle.

Ainsi, nous confirmons la littérature sur le fait que les caisses populaires informelles émergent sur base des logiques collectives, du capital social par des facteurs contextuels (crises sécuritaires et vulnérabilité des populations), la flexibilité des opérations au sein des caisses. En outre, la méfiance des acteurs envers les institutions financières formelles et le désengagement de l'État à la protection sociale font aussi émerger les caisses.

Suite à cette discussion, nous proposons la conclusion de cet article, en maintenant en avant plan les principales dimensions de la recherche menée ainsi que les contributions pratiques et les limites qui s'y rattachent.

Conclusion

L'émergence et la prolifération des caisses populaires informelles dans la région de Beni-Butembo est une réponse aux défaillances du système formel dans la région économiquement dynamique mais confrontée à l'insécurité.

La première explication est due aux facteurs liés à la défaillance du système financier formel. La majorité de la population, en particulier les ruraux, les petits commerçants et les femmes, n'a pas accès aux banques commerciales classiques. Les banques sont souvent perçues comme éloignées (géographiquement), complexes et coûteuses. Les institutions formelles (banques et certaines institutions de microfinance) exigent des garanties réelles (titres de propriété, garanties formelles) que la majorité des populations démunies et des entrepreneurs informels ne peuvent pas fournir. Le système formel propose souvent des produits d'épargne et de crédit à des coûts de transaction élevés et avec une souplesse limitée, ne correspondant pas aux besoins des populations à faibles revenus ou à revenus irréguliers.

La deuxième explication est essentiellement liée aux facteurs socio-économiques et culturels. Face au chômage de masse, aux faibles revenus et à l'insuffisance de l'action étatique, les caisses populaires informelles représentent un mécanisme d'auto-prise en charge pour financer les besoins vitaux (santé, scolarité) et les activités génératrices de revenus (le petit commerce particulièrement ciblé par le crédit informel). Les caisses populaires informelles s'appuient sur les liens sociaux forts (communauté, ethnie, voisinage, religion). La confiance mutuelle et la pression sociale remplacent les garanties formelles, ce qui est particulièrement puissant dans une région où les institutions étatiques manquent de crédibilité. Aussi, l'existence des pratiques d'entraide similaires dans la tradition ancestrale facilite l'adoption et la perpétuation de ces systèmes d'épargne collective.

La dernière explication colle aux facteurs liés à l'insécurité régionale. L'instabilité et l'insécurité (groupes armés, rébellion, déplacements des populations) créent un besoin urgent d'un filet de sécurité économique et d'une capacité à mobiliser rapidement des fonds en cas de choc (maladie, déplacement, perte d'activité). Les caisses populaires informelles offrent cette souplesse et cette rapidité. L'approche collective permet de mutualiser les risques entre les membres, offrant une forme de protection contre la précarité individuelle.

Les caisses populaires informelles de la région de Beni-Butembo constituent une solution de survie et de développement local adoptée par les populations pour pallier l'absence ou l'inadaptation du système financier formel, en s'appuyant sur les valeurs de solidarité communautaire.

Bibliographie

- AGLIETTA, M., *La crise : pourquoi en est-on arrivé là ? Comment en sortir ?* Michalon, Paris, 2008.
- ANDU, J.P. (2008). *Le secteur informel en République Démocratique du Congo : défis et perspectives de formalisation*, Kinshasa/RD Congo.
- Artis, A. (2012). "La banque coopérative, une institution au service du développement des territoires ?". *Revue de l'organisation responsable*, 7(2), 34-45
- Bachelard, O., & Michel, S. (2017). "L'ancrage territorial des organisations de l'économie sociale et solidaire : une analyse par les capacités". *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, (4), 691-715
- Bachelard, O., & Michel, S. (2017). "L'ancrage territorial des organisations de l'économie sociale et solidaire : une analyse par les capacités". *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, (4), 691-715
- BANQUE MONDIALE (World Bank), *Les Associations villageoises d'épargne et de crédit accompagnent les victimes de violences...*, Blog Nasikiliza, 2024.
- BANQUE MONDIALE (World Bank), *The East Asian Miracle-Economic Growth and Public Policy*, Oxford University Press, 1993.
- Banque mondiale. (2024). *Rapport sur le développement dans le monde 2024 : L'inclusion financière au service de la résilience*. Washington, DC Banque mondiale, 2024
- BAYART, J-F., *L'État en Afrique : La politique du ventre*, Fayard, Paris, 2006.
- BESLEY, T. et COATE, S., « Group Lending, Repayment Incentives and Social Collateral », *Journal of Development Economics*, Vol. 46, N° 1, 1995.
- Calomiris, C. W. (2004). "Self-Regulation, Government Regulation, and the History of Banking". *Journal of Financial Services Research*
- Chayboub, R., & El Morchid, B. (2025). "Gouvernance et performance des institutions de microfinance : Entre logiques sociales et impératifs de viabilité financière". *Revue Internationale de l'Économie Sociale* (ou publication académique équivalente en économie de la gestion)
- Chayboub, R., & El Morchid, B. (2025). "Gouvernance et performance des institutions de microfinance : Vers un modèle d'hybridation durable". *Revue Internationale des Sciences de Gestion*
- COCHRAN, W. G. (1953). *Sampling Techniques*. New York: John Wiley & Sons. (Chapitre 2A, p. 75-78).

- De Soto, H. (2005). *Le mystère du capital : Pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs*.
- DIALLO, S., *Dynamiques frontalières et développement local urbain dans le contexte de la décentralisation*, Mémoire de DEA, Université Gaston Berger, 2006.
- Diallo, Y. (2018). *Le rôle des institutions de microfinance dans l'inclusion financière des populations : une analyse des déterminants de l'émergence des caisses populaires*.
- DIALLO, Y., « La tontine : une banque à dimension humaine », *Revue Tiers Monde*, Vol.41, N°163, 2000.
- Djellal, F. et al. (2017). *L'innovation dans les services : perspectives et enjeux*. Éditions De Boeck Supérieur.
- D'ORCHYMONTE, G., *Dynamiques de l'aide et des acteurs humanitaires au Kivu*, L'Harmattan, 2016.
- FANI, A., « Tontine et création du capital social... », *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, Vol. 5, No 4, 2022
- FINANSOL, *Baromètre de la finance solidaire*, Finansol-La Croix, Paris, 2012.
- FlammarionTaro Yamane, (1967). *Statistics: An Introductory Analysis* (2e éd., p. 886). New York : Harper and Row.
- Fukuyama, F. (1995). *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*. Free Press Gauthier Bernard, 2012
- Gentil, D., Fournier, Y., & Soulama, S. (2000). *Les organisations paysannes et les banques : le cas de l'Afrique de l'Ouest*. Paris : L'Harmattan / IRAM
- GRAIS, B., *Méthodes statistiques*, 3ème édition, Dunod, Paris, 1992.
- Granovetter, M. (1985). "Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness". *American Journal of Sociology*, 91(3), 481-510
- Groupe URD. (2021). *Soutenir les dynamiques locales de solidarité et de résilience : enseignements et perspectives*. Rapport d'étude / Note de synthèse
- Isengoma Mumbere, (2025). Entretien avec le comptable d'une IMF de Butembo
- KAKULE KAPARAY, C., *Finance populaire et développement durable en Afrique au Sud du Sahara. Application à la région Nord-Est de la RDC*, Thèse de doctorat, SPED, Louvain-la-Neuve, 2006.
- KAMBALE LUHUNGU, F., *Étude comparative du système des tontines et système de crédit des COOPEC de Goma*, Mémoire, Université de Goma, 2010.
- KASEREKA KISONIA, *Autour de l'économie informelle en période de guerre en RDC*, CRIG-UCG, 2023
- Koumetio Kenfack, S. C., & al. (2023). "Digitalisation et inclusion

financière : Analyse de l'évolution des pratiques d'épargne informelle". *Revue d'Économie et de Gestion* (ou publication académique similaire en économie de développement)

- LABROUSSE, C. et LECAILLON, J., *Statistique descriptive*, éd. Cujas, Paris, 1975.
- Lecompte, A. (2005). *L'économie sociale et solidaire : une pratique de l'autonomie ?* Éditions L'Harmattan
- Lelart, M. (1992). "L'informel financier : de la tontine à la banque". *Cahiers des Sciences Humaines*, 28(1), 11-25.
- Lelart, M. (Dir.). (1990). *La tontine : pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*. John Libbey Eurotext.
- Lelart, M. (Dir.). (1990). *La tontine : pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*. John Libbey Eurotext.
- LELART, M., *De la finance informelle à la microfinance*, éd. Des Archives contemporaines / AUF, Paris, 2005/2006.
- LELART, M., *La tontine, pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*, éd. Aupelf-John Libbey Eurotext, Orléans, 1990/1998.
- LUKUNGA NTUMBA, H., *Réformes de l'administration et privatisation des entreprises publiques en RDC*, CODESRIA, Dakar, 2013. Machozi, B. et Muganza K., 2017
- Machozi, B., & Muganza, K. (2017). "La contribution des institutions de microfinance au développement socio-économique des ménages : cas de la ville de Butembo". *Cahiers de l'UCG (Université Catholique du Graben)*
- MAHEUX, P-O., *Développement International Desjardins, 50 ans de finance inclusive 1970-2020*, éd. Dorimène, Canada, 2020.
- MAHEUX, P-O., *Histoire de la caisse d'économie solidaire Desjardins, la passion des êtres*, éd. du Septentrion, Québec, 2016.
- Maotela Kabinda, A., et al. (2019). "Analyse des déterminants de la performance financière des institutions de microfinance en République Démocratique du Congo". *Revue d'Analyse Économique et Sociale*
- Michel Lelart (2002). « L'évolution de la finance informelle et ses conséquences sur l'évolution des systèmes financiers », *In Mondes en développement*, tome 30-119-9
- MUNDOLEKO, C., « Banque et Microfinance : qui prête mieux aux pauvres ? », *IOSR Journal of Business and Management*, 2022.

- MUSONGORA SYASAKA, E., « L'encastrement des activités économiques dans les associations religieuses », *Monde en développement*, n° 182, 2018.
- MUSONGORA SYASAKA, E., *Associations confessionnelles et dynamique de développement local*, Thèse de doctorat, SPED, Louvain-la-Neuve, 2014.
- MUSONGORA SYASAKA, E., *Mouvement associatif et dynamique de développement au Nord-Kivu*, Mémoire de Master, Louvain, 2010.
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press
- Phelinas et al., 2011
- Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press.
- Platteau, J.-P. (2010). *Institutions, Social Norms, and Economic Development*. Routledge
- PNUD, *Malgré le conflit, la résilience reste forte dans l'est de la République démocratique du Congo*, 2025.
- Putnam, R. D. (2000). *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. Simon & Schuster.
- PY, B., *Statistiques descriptives*, 3ème édition, Economica, Paris, 1990.
- Rémy, É., & Robert-Demontrond, P. (2014). *Sociologie de la consommation*. Paris
- SERVET, J-M., *Finance, économie et société*, Karthala, Paris, 2006.
- Taro Yamane, (1967). *Statistics: An Introductory Analysis* (2e éd., p. 886). New York : Harper and Row.
- VLASSENROOT, K. et MUSAFIRI, B., *Conflict, Economic Activities and the State in Eastern Congo: The Case of the Beni-Lubero Area*, LSE, 2019.
- Vlassenroot, K., & Raeymaekers, T. (2002). "The Politics of Rebellion and Complex Emergencies: The Case of Eastern Congo". *Journal of Humanitarian Assistance*
- Weber, F. (1989). *Le travail à-côté : Étude d'ethnographie ouvrière*. Paris : INRA / EHESS
- Yunus, M. (2007). *Creating a World Without Poverty: Social Business and the Future of Capitalism*. PublicAffairs
- YUNUS, M., *Vers un monde sans pauvreté*, Pocket, 1997